

## **Élites politiques kirdi et implantation de l'Union Camerounaise (U.C.) au Nord-Cameroun (1958-1966)**

**Kaimangui, Mathias**

-----  
Département d'histoire, Université de Ngaoundéré  
Courriel : [foulnamanga@yahoo.fr](mailto:foulnamanga@yahoo.fr)

La création de l'Union Camerounaise (U.C.) par Ahmadou Ahidjo à Garoua, le 1<sup>er</sup> mai 1958, intervint au lendemain de la crise ministérielle qui le porta au poste de premier ministre. Le but d'un parti politique étant la conquête et la conservation du pouvoir, la création de l'U.C. donnait ainsi l'occasion à son fondateur d'asseoir son pouvoir politique. Lors de la formation de ce mouvement politique, il fit face à l'opposition d'une partie de l'aristocratie foulbé, notamment le lamido Yaya Daïrou de Maroua. Ahmadou Ahidjo s'appuya sur les « jeunes turcs » au nombre desquels les élites kirdi. Quelle est la contribution de ces dernières dans la création et l'implantation de l'U.C. dans la partie septentrionale du Cameroun ? Cet article ambitionne de saisir le rôle des élites kirdi dans le renforcement du pouvoir politique d'Ahmadou Ahidjo par l'implantation de l'U.C. au Nord-Cameroun. C'est la question de la participation politique des élites kirdi à la construction de l'unité nationale qui se pose à travers cette étude.

**Mots clés** : *Ahmadou Ahidjo, élites politiques kirdi, U.C., Nord-Cameroun.*

## **Kirdi political elites and the establishment of the Union of Cameroon (U.C.) in Northern Cameroon (1958–1966)**

The creation of the Cameroon Union (CU) by Ahmadou Ahidjo in Garoua on 1 May 1958, takes place after the ministerial crisis that brought Ahmadou Ahidjo to the office of prime minister. The purpose of a political party being the winning and keeping of power, creating the CU therefore provided an opportunity for its founder to establish his political power. During the forming of this political movement, he faced opposition from some of the Fulani aristocracy including Lamido Yaya Dairou of Maroua. Ahmadou Ahidjo relied on the "young Turks" among whom were Kirdi elites. What is the contribution of the latter in the creation and establishment of the CU in the northern part of Cameroon? This article aims to understand the role of Kirdi elites in the strengthening of Ahmadou Ahidjo's political power through the establishment of CU in Northern Cameroon. This study is all about the political participation of Kirdi elites to the construction of national unity.

**Keywords**: *Ahmadou Ahidjo, Kirdi political elites, CU, Northern Cameroon.*

# Elites politiques kirdi et implantation de l'Union Camerounaise (U.C.) au Nord-Cameroun (1958-1966)<sup>1</sup>

Kaimangui, Mathias

## Introduction

Le parti de l'Union camerounaise a fait l'objet de nombreux travaux scientifiques (Atangana, 1989 : 311 et Sou'a, 1994 : 177). Ces travaux étudièrent l'important rôle joué par ce parti dans la vie sociopolitique et économique du Cameroun en général et dans le processus de l'Unité nationale en particulier. Le but d'un parti politique en situation démocratique étant la conquête et la conservation du pouvoir, l'Union camerounaise fut créée au terme du congrès de Garoua le 1<sup>er</sup> mai 1958, dans un contexte où la lutte pour l'indépendance du Cameroun sous tutelle française engagée par l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C.)<sup>2</sup> était à son comble (Abwa, 2010 : 412 et Kanguelieu, 2003 : 213). Dans ce contexte, la création de l'U.C. donnait ainsi l'occasion à Ahmadou Ahidjo d'asseoir son pouvoir politique.<sup>3</sup> Bien qu'à long terme, ce parti politique avait des ambitions nationales, à court terme, il visait non seulement à réaliser « l'union politique du grand Nord » (Sou'a, 1994 : 26) et en même temps, à « rallier les chefs traditionnels autour d'une structure qui les transcenderait et les affaiblirait » (Bayart, 1985 : 54). Or, l'idée de la création d'un parti politique au congrès de Garoua du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai 1958, rencontra une farouche résistance de la part du charismatique lamido Yaya Daïrou de Maroua et la presque totalité de ses pairs (Bayart, 1985 : 55). Malgré la disparition du lamido Yaya Daïrou trois mois après le congrès de Garoua dans des circonstances controversées (Abdouraman, 1998 : 160), l'héritage qu'il a laissé continua d'influencer la vie politique du Nord-Cameroun.

Compte tenu de cette situation qui pouvait constituer un frein à l'implantation du nouveau parti politique au Nord-Cameroun, Ahmadou Ahidjo s'appuya non seulement sur les « Jeunes turcs »<sup>4</sup> au nombre desquels se trouvaient les élites kirdi (Kaïmangui, 2002 : 68),<sup>5</sup> mais

---

<sup>1</sup> This was originally published in Adama, Hamadou (éd.), 2016, *Traditions historiques et développement, Mélanges offerts aux Professeurs Thierno Mouctar Bah et Eldridge Mohammadou* (Annales de la FALSH, Numéro spécial Volume XV), pp. 405-419, Université de Ngaoundéré, Cameroun.

<sup>2</sup> L'UPC fut créée le 10 avril 1948 à Douala. Elle fut interdite en 1955. En 1956, ses membres agissant dans la clandestinité, lancèrent la première guerre d'indépendance au Cameroun sous tutelle française, phase C.N.O.

<sup>3</sup> Ahmadou Ahidjo est devenu premier ministre suite à la crise ministérielle qui a fait démissionner André-Marie Mbida en février 1958.

<sup>4</sup> Il s'agit des jeunes issus pour la plupart des basses couches de la société et qui ont connu leur ascension sociale grâce à l'école occidentale.

<sup>5</sup> Le terme d'élite se réfère à une catégorie de personnes les plus en vue dans une société donnée, ayant un pouvoir spécifique et les actions qu'elles entreprennent ont des conséquences directes ou indirectes sur la dynamique sociopolitique, économique, voire culturelle dans la société à laquelle elles appartiennent. Le terme kirdi quant à lui, est un terme péjoratif d'origine controversée, qui signifie « mécréant ».

également certains chefs kirdi. A partir de 1960, l'U.C. qui ne regroupait, en 1958, que quelques élites politiques, s'étendit à l'ensemble du pays (Annuaire, 1975 : 17). Dès lors, quelle est la contribution des élites kirdi à la création et au processus d'implantation de l'U.C. dans la partie septentrionale du Cameroun ? Cet article ambitionne de saisir le rôle des élites kirdi dans le renforcement du pouvoir politique d'Ahmadou Ahidjo par l'implantation de l'U.C. au Nord-Cameroun. C'est la question de la participation politique des élites kirdi à la construction de l'Unité nationale qui se pose à travers cette étude. Par participation politique, nous entendons l'implication de celles-ci dans les structures décisionnelles de l'U.C. et leur présence au sein de l'institution parlementaire et du gouvernement de 1958 à 1966.

La démarche méthodologique utilisée dans la réalisation de cet article a consisté en la collecte des données écrites, notamment les documents d'archives, les comptes-rendus des différents congrès de l'U.C., les mémoires et les ouvrages traitant partiellement de la question d'étude et des données orales. Le recoupement et l'interprétation critique des données ainsi collectées ont permis d'organiser notre travail autour de trois principaux axes. Le premier s'attèle à analyser le contexte sociopolitique du Nord-Cameroun à la création de l'UC en 1958. Le second, quant à lui, étudie la participation des élites kirdi à la création de l'UC. Le troisième axe s'intéresse, en dernier ressort, au rôle joué par les élites kirdi dans le processus d'implantation de la nouvelle formation politique au Nord-Cameroun, ce qui conduisit inexorablement au renforcement du pouvoir politique d'Ahmadou Ahidjo.

### **Contexte sociopolitique du Nord-Cameroun à la création de l'UC en 1958**

L'analyse du contexte sociopolitique du Nord-Cameroun est essentielle dans la compréhension des enjeux de la création de l'U.C. en 1958. C'est l'occasion de faire l'état des lieux sur les partis politiques au Nord-Cameroun et d'analyser le contexte qui a prévalu à la naissance de l'U.C. par Ahmadou Ahidjo.

### **L'état des lieux sur les partis politiques au Nord-Cameroun en 1958**

Avant la création de l'U.C. en 1958, l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C.) avait tenté de s'implanter au Nord-Cameroun malgré l'opposition des autorités coloniales et des chefs traditionnels de la région. En 1958, les militants de l'U.P.C. continuaient à faire de la propagande dans la clandestinité et parfois publiquement, malgré son interdiction le 13 juillet 1955. Cette propagande se faisait à travers les tracts, la ventilation des journaux dont la ligne

éditoriale était proche de l'idéologie du parti<sup>6</sup>. Il s'agissait des journaux « Etoile » et « Liberté ».

Incontestablement, cette campagne de propagande survenant soudainement, suscitait une émotion certaine parmi les populations autochtones. Soucieux de mener leurs actions nationalistes, les militants de l'U.P.C. créèrent la Jeunesse Populaire du Kamerun (JUPOKAM). Ce parti politique dont le siège était à Yaoundé, avait pour fondateur Jacques Fouda Messi. Il servait de paravent aux activités des militants de l'U.P.C. Par le truchement de son Vice-président, Bene Owona Adalbert en service à la section Zootechnique de Wakwa près de Ngaoundéré, la JUPOKAM envisageait de s'étendre dans toute l'étendue du Nord-Cameroun (Kaïmangui, 2002 : 44). Ainsi, le foyer culturel lui servait de cadre de réunion. Lors d'une conférence donnée en ces lieux, le 04 avril 1958, soit un peu moins d'un mois avant la création de l'U.C., sur le thème « Passé et avenir de l'Afrique Notre », le fondateur de la JUPOKAM précisa que cette formation politique n'était autre chose qu'une filiale de l'U.P.C. Elle entendait opérer une « révolution au Nord-Cameroun pour exterminer tous les colonialistes, car cette partie du pays ne servira à rien tant que le colonialisme y règnera »<sup>7</sup>.

Dans une lettre non datée qu'il a écrite à Félix Roland Moumié, le président fondateur de la JUPOKAM tint des propos virulents vis-à-vis du gouvernement d'Ahmadou Ahidjo et des colonialistes en ces termes :

Les hommes politiques du Gouvernement fantoche de M. Ahidjo corrompus ou aveuglés par l'esprit de classe ou simplement inconscients et à courte vue, soutiennent efficacement des positions qui rejoignent celles des colonialistes et aboutissent en définitive à freiner la marche des Peuples du Kamerun vers la liberté totale. En considérant que les oppresseurs colonialistes qui sont capables de bien de crimes et d'ignominie, renouvellent leurs armes et leurs subterfuges dans ce sens d'intégrer cette noble nation Kamerounaise dans une espèce de consternation dite de Communauté Française sans la volonté populaire, les membres de la réunion sous la présidence du leader Fouda Messi Jacques, condamnent le Gouvernement impopulaire de M. Ahidjo et de ses méthodes tendant à la dictature, refusent tout Gouvernement établi sans la participation massive et effective de l'UPC<sup>8</sup>.

C'est donc un contexte marqué par le positionnement politique à la veille de l'indépendance du Cameroun que la JUPOKAM fut créée. Elle cherchait par le fait même à s'implanter au Nord-Cameroun avec une volonté bien affichée de combattre les colonialistes et leurs thuriféraires.

---

<sup>6</sup> Archives Nationales de Yaoundé (A.N.Y.), 2AC 4406, Adamaoua, activités politiques, 1956-1957.

<sup>7</sup> A.P.M., AI. 1959 XVII, Procès verbal, 1959.

<sup>8</sup> A.P.M., AI. 1959 XVII, Lettre de Bene Owona Adalbert à Monsieur Moumié Félix, leader de l'UPC, 1959.

Toutefois, au-delà de ces formations politiques dont les fondateurs étaient originaires du Sud-Cameroun et qui cherchaient à investir le champ politique au Nord-Cameroun, il existait des associations régionales, suscitées par l'administration coloniale pour barrer la voie aux menées upécistes (Taguem, 1996 : 11-112). Il s'agissait de l'Association pour le Progrès Social et Économique de l'Adamaoua (APSEA), l'Association pour le Progrès et l'Évolution du Margui-Wandala (APRONORD), l'Association Amicale des Musulmans de Maroua (ASSAMA), du Mouvement politique pour l'Évolution du Nord-Cameroun (ENC) et l'Association Amicale de la Bénoué (ASSABénoué), qui devint en 1956, l'Évolution du Nord-Cameroun (Sou'a, 1994 : 32 et Mokam, 2005 : 48-245). Ces associations régionales ne furent pas créées dans le registre des partis politiques, sauf pour le cas peut être de l'ENC de Moussa Yaya. Cependant, leur politisation par l'administration coloniale en les opposant aux partis politiques nationalistes, donna l'occasion à celles-ci de s'intéresser à la politique et en prenant une part active dans les différentes élections, un autre facteur amenant ces associations à faire de la politique (Mokam, 2005 : 191-262). En ce qui concerne Ahmadou Ahidjo, son intention n'était pas de restreindre l'Association dont il était président à la seule localité de Garoua, c'est pourquoi il mit sur pied en 1956 l'Évolution du Nord-Cameroun. Cependant, étant donné que la dernière ligne droite dans la course pour l'accession au pouvoir était amorcée, une nécessité de mettre en place un mouvement politique s'imposa à Ahmadou Ahidjo. Il s'appuya davantage sur les leaders de ces associations à caractère régional pour créer l'U.C. en 1958.

### **Le contexte de la mise sur pied du mouvement politique de l'U.C. par Ahmadou Ahidjo en 1958**

La création de l'U.C. en 1958 intervint dans un contexte sociopolitique marqué par le transfert progressif de souveraineté aux élites locales (Kaïmangui, 2002 : 56). Malgré l'avance prise par certains partis politiques dans le Nord-Cameroun, Ahmadou Ahidjo, homme politique avisé, gagnait à asseoir son action sur des bases solides (Sou'a, 1994 : 25). Il fallait rassembler au sein d'une structure politique, la population du Nord-Cameroun, en mettant sur pied un mouvement politique. Le souci de donner à la partie Nord du Cameroun, une certaine « identité politique », orienta ce choix d'Ahmadou Ahidjo (Soua Damblata, 1996 : 53). Cependant, Ahmadou Ahidjo fut conscient des difficultés, particulièrement celles d'ordre politique. Il revint sur celles-ci lors du II<sup>e</sup> congrès en ces termes : « Difficulté d'ordre politique... la méfiance des chefs traditionnels qui habitués à voir leurs privilèges garantis par l'administration coloniale, voient s'amorcer d'un œil peu sûr une évolution dont le terme ne

semblait pas pouvoir leur être aussi favorable »<sup>9</sup>. Une partie de l'aristocratie foubé dont le chef de file était le lamido Yaya Daïrou de Maroua, s'était opposée à la mise sur pied de cette formation politique. Ainsi, l'antagonisme entre Ahmadou Ahidjo et ce dernier n'était pas de nature à faciliter l'implantation de l'U.C. au Nord-Cameroun (Kaïmangui, 2002 : 51). On reconnaît donc que c'est difficilement qu'Ahmadou Ahidjo a pu poser les bases de son parti, l'unanimité ne s'étant pas faite lors des assises de Garoua. Il s'appuya à juste titre sur les leaders des associations modernistes, la majorité des parlementaires du groupe U.C. et quelques lamibés et notables « évolués » (Soua Damblata, 1996 : 53-56). Au nombre des élites politiques du Nord-Cameroun qui participèrent à l'éclosion du mouvement de l'U.C., les élites kirdi occupaient une place de choix.

### **Participation des élites kirdi à la création de l'U.C. en 1958**

Les élites kirdi prirent une part active lors du congrès constitutif de l'U.C. à Garoua en 1958. Non seulement elles rehaussèrent l'éclat de la cérémonie, mais également elles participèrent à différents niveaux, au succès des assises de Garoua. Certaines parmi elles furent cooptées dans l'organe de direction du parti.

### **La participation des élites kirdi au congrès de Garoua**

La participation des élites kirdi pour la réussite de ce congrès commença le 30 avril 1958. Pour la rédaction des statuts du mouvement politique en gestation, une commission fut mise sur pied. Parmi les membres de cette commission se trouvaient les élites kirdi. Le tableau suivant, établi par (Sou'a, 1994 : 32) sur la base du procès verbal, présente les membres de celle-ci.

**Tableau 1** : Participation à la Commission de rédaction des statuts (30 avril 1958).

Noms des délégués	Noms des associations mandataires
Moussa Yaya, Seini Farikou	Mouvement politique pour l'évolution du Nord-Cameroun (ENC)
Tidjani, Adamou Haman	Association Amicale de la Bénoué (ASABENOUE)
Ndoubé Boubakary	Association progressive sociale et évolutive du Nord (Adamaoua, APSENC)
Ministre de la fonction publique, des postes et télécommunications, Adama Haman Souaibou Mohamadou	Association pour le progrès et l'évolution du Margui Wandala (APRONORD)

<sup>9</sup> Discours prononcé par Ahmadou Ahidjo lors du IIe congrès de l'Union camerounaise tenu à Ngaoundéré du 2 au 6 juillet 1959, Douala, Imprimerie commerciale du Cameroun, 1959.



MM. Limane Mohaman Tagang René, Secrétaire d'Etat à la production, Talba Malla, Secrétaire d'Etat à l'information, Jean Akassou, Maigari Bello et Nana Djafarou	Députés représentant le Groupe « Union Camerounaise » au sein de l'Assemblée Législative
Le Sultan Oumar de Mora Le Sultan Marouf du Logone	Autorités traditionnelles
Haman Dicko Bouba Bello	Association Amicale des Musulmans du Diamaré (ASMD)

**Sources :** (Sou'a, 1994 : 32).

A l'observation de ce tableau, on peut identifier deux élites kirdi membres de cette Commission. L'un, un kirdi islamisé, à savoir le Ministre Adama Haman, était président de l'Association pour le progrès et l'évolution du Margui Wandala (APRONORD) et l'autre kirdi non islamisé, Jean Akassou, était député représentant le groupe « Union Camerounaise » au sein de l'Assemblée Législative. C'est donc dire que les élites kirdi prirent une part active dans le processus de mise en place de l'U.C. La configuration du bureau provisoire du Comité Directeur de ce parti établi sous forme de tableau par (Sou'a, 1994 : 30), permet d'identifier les élites kirdi.

Au second jour du congrès, le bureau de séance chargé de coordonner les débats et de noter les conclusions qui en résultaient, était présidé par le Ministre Adama Haman, Moussa Yaya, Haman Dicko et Adamou Hassan, aux postes respectifs de Président, Secrétaire et rapporteurs (Sou'a 1994 : 33). Le président de séance eut donc la délicate mission de diriger les débats et concilier les positions diamétralement opposées des « jeunes turcs » et des « vieux turcs ». <sup>10</sup> Les premiers, partisans de la création de cette formation politique étaient aussi bien des Islamo-peuls <sup>11</sup> que des kirdi. Les positions de Jean Akassou, de Kakiang Wappi <sup>12</sup> et Sanda Oumarou furent beaucoup plus souples en faveur de la création de l'U.C. (Soua Damblata, 1996 : 55), parce que progressistes. Les seconds s'opposaient à la création de cette dernière, soulignant les dangers de l'entreprise et en citant le conflit qui opposait M. Sékou Touré aux chefs musulmans en Guinée, pour étayer leur refus (Bayart, 1985 : 55).

<sup>10</sup> Ce sont les partisans de la tradition, par opposition aux progressistes. Il s'agit précisément de l'aristocratie foubé.

<sup>11</sup> Cette dénomination renvoie aux groupes ethniques dont l'islamisation est antérieure à la migration vers le Nord du Cameroun. On peut citer entre autres, le Peul, les Haoussa, les Kanouri, les Mandara, les Kotoko et Arabes Choa. Ils peuvent être également désignés par le terme musulman.

<sup>12</sup> Après son islamisation en 1956, il prit le nom d'Aboubakar Wabbi. C'est en 1964 qu'il porta officiellement ce nom.

Malgré la dissension, cette association politique fut créée et légalisée sous le récépissé n° 1885 du 12 juillet 1958.<sup>13</sup> Avec pour siège social Garoua, elle avait pour but :

De réaliser l'union des camerounais, de contribuer à l'éducation civique et politique et à la promotion des intérêts économiques, politiques et sociaux des populations camerounaises et de sauvegarder les libertés fondamentales inscrites dans la déclaration universelle des droits de l'homme<sup>14</sup>.

Pour son fonctionnement, un bureau provisoire du Comité Directeur fut mis sur pied. Au nombre des membres de ce bureau, se trouvent les élites kirdi.

### **La présence des élites kirdi dans le bureau élu du 1<sup>er</sup> congrès de l'U.C.**

Au terme des travaux, un bureau provisoire fut mis sur pied. La désignation des membres de ce tout premier bureau du Comité directeur de l'U.C. tint compte des enjeux politiques, ceux liés à l'efficacité dans l'implantation du mouvement politique et de l'équilibre ethnique au sein de cette force politique. L'observation du tableau 2 ci-après permet de faire l'économie de la représentation des élites kirdi au sein de ce Comité Directeur.

**Tableau 2** : Bureau provisoire du Comité Directeur élu le 1<sup>er</sup> mai 1958

Noms	Qualité
Ahmadou Ahidjo	Président
Kakiang Wappi Bernard, Malam Yero, Maïdadi Sadou, Guimé Malou	Vice-présidents
Moussa Yaya	Secrétaire général
Tidjani, Souaibou Fils, Galdima, Mabbo Ngindi	Secrétaires
Adama Haman	Trésorier
Babayel Malam Yaya, Daïcréo Golopo, Bouba Haman Yero, Abatchoua, Aba Mey Mohamat	Délégués à la propagande

**Sources** : (Sou'a 1994 : 96).

Un constat se dégage de ce bureau exécutif. Sur les seize membres de ce bureau exclusivement ressortissants de la partie septentrionale, il y a au total quatre kirdi, au nombre desquels trois islamisés<sup>15</sup> (Hamadou, 1999a : 301). Pour ceux qui sont islamisés, il s'agissait de Kakiang Wappi Bernard, d'ethnie moundang et chef du canton de Kaélé, de Maïdadi Sadou,

<sup>13</sup> ANY, *Journal officiel des débats*, 1958, p. 799.

<sup>14</sup> A.R.M. 06 En12.1, U.C. Statuts, 1958.

<sup>15</sup> Nous faisons une différence entre un musulman et un islamisé. Car, le musulman (*juldo/julbe*) n'est pas seulement celui qui professe la religion islamique, il est aussi vraisemblablement celui qui appartient à un groupe ethnique dont l'islamisation est antérieure à la migration vers le Diamaré. Il est le plus souvent peul, haoussa, kanuri, mandara. A cet effet, le terme islamisé s'applique volontiers au groupe kirdi dont l'islamisation est récente.



d'ethnie moussey, respectivement 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> vice-président et de Adama Haman d'ethnie Kapsiki, trésorier général. Le kirdi non islamisé Daïcréo Golopo, d'ethnie toupouri et prince de Doukoula, occupait le poste de 2<sup>e</sup> délégué à la propagande du parti. Etant donné que l'unanimité sur la création de l'U.C. à Garoua n'était pas de mise, son implantation au Nord-Cameroun devenait dès lors, un véritable défi, surtout que quelques mois seulement après, vit le jour à Fort-Foureau, une autre formation politique, l'Union démocratique et d'action sociale (UDAS) (Kaïmangui, 2002 : 55-65), proche de l'U.P.C. et qui entendait également investir le champ politique dans cette partie du pays.

### **Elites kirdi, implantation de la nouvelle formation politique au Nord-Cameroun et renforcement du pouvoir politique d'Ahmadou Ahidjo**

Les élites kirdi jouèrent un rôle déterminant dans l'implantation de l'U.C. dans la partie septentrionale du Cameroun (Kaïmangui, 2002 : 52). Leur présence au sein des différentes structures du parti constitua un soutien indéniable à l'action politique d'Ahmadou Ahidjo et leur engagement à combattre énergiquement les forces politiques antagonistes, ce qui renforça davantage le pouvoir politique de ce dernier.

### **Leur apport au sein des différentes structures du parti**

Les élites kirdi ont occupé à différents niveaux des structures du mouvement de l'Union Camerounaise. Les enjeux de cette représentation étaient d'ordre politique et stratégique.

De 1958 à 1966, plusieurs élites s'étaient vu confiés des postes de responsabilités au sein du Comité Directeur et du bureau exécutif. Ces deux organes, placés sous la responsabilité du Congrès, étaient chargés respectivement de veiller à l'application stricte des décisions de ce dernier et d'assurer la direction du parti dont l'une des missions essentielles était d'accorder les investitures lors des consultations populaires. Mais, au-delà de ses missions assignées à ces deux organes directeurs du parti, les militants désignés pour en assumer les responsabilités, se devaient de vulgariser le parti au niveau de la base. C'était sans doute l'une des missions assignées aux élites kirdi membres du tout premier Comité Directeur. Sur les 16 membres de ce Comité Directeur, 4 étaient issus du groupe dit kirdi, de la circonscription électorale du Diamaré, bastion de l'opposition à la création de l'U.C. en 1958. Ce choix opéré par Ahmadou Ahidjo était à notre avis, stratégique : faire opposer au lamido Yaya Daïrou de Maroua, les élites kirdi qu'il avait l'habitude de regarder avec condescendance. Le calcul opéré par le fondateur de l'U.C. obéissait à la logique selon laquelle les élites kirdi qui n'étaient pas en

bons termes avec cet aristocrate, trouveraient dans cette promotion, l'opportunité de s'affirmer en implantant le parti dans leurs localités respectives, au grand dam de ce dernier, ce qui serait tout à son avantage.

Plusieurs acteurs d'origine kirdi ont ainsi occupé des postes de responsabilité au sein des organes du parti sur l'échiquier national. Nous pouvons citer, entre autres, Kakiang Wappi Bernard, Adama Haman<sup>16</sup>, Sanda Oumarou, Sadou Daoudou, Vroumsia Tchinye, Daïcréo Golopo, Abdoulaye Yadji.

Les élites kirdi membres des bureaux des sections départementales, des sous-sections, des comités de base et des cellules contribuèrent également efficacement à l'implantation de l'U.C. dans le septentrion. Nous montrons dans le développement suivant, l'apport de quelques unes d'entre elles dans la dynamisation du parti.

Dans le Diamaré où l'opposition à l'U.C. était plus grande, malgré la disparition trois mois seulement après le congrès de Garoua de Yaya Daïrou, chef de file de cette opposition, dans des circonstances controversées, la machine de l'U.C. fut quelque peu grippée. Pendant qu'on dénombrait de nombreux adhérents à Garoua, Ngaoundéré, Mora, Kousseri, Yagoua et Kaélé, à Maroua par contre, les cartes du parti étaient en souffrance (Soua Damblata, 1996 : 56). Ce n'est qu'en décembre 1958, soit huit (08) mois après la création de ce mouvement politique que le bureau de la section départementale du Diamaré fut mis sur pied. Présidé par Hayatou Yérima, ce bureau avait pour Vice-président, Jean Soumay,<sup>17</sup> d'ethnie massa de Toukou par Yagoua (Kaïmangui, 2002 : 52). Grâce à son dynamisme au sein du parti, cet auxiliaire de l'administration fut promu au poste de président de la section départementale du Diamaré, avec pour secrétaire général, Talba Malla Oumaté. Ainsi, au congrès annuel de l'U.C. de Ngaoundéré, tenu du 2 au 6 juillet 1959, il conduisit une délégation de cinq membres.<sup>18</sup> Ce fut au cours de ce deuxième congrès que le président Ahmadou Ahidjo lança une fois de plus un avertissement aux lamibés en leur demandant de faire en sorte que l'évolution s'accomplisse avec eux, au risque d'être vaincus par elle (Bayart, 1985 : 56).

Par ailleurs, au congrès national du mouvement de l'Union Camerounaise tenu à Maroua du 22 au 25 septembre 1960,<sup>19</sup> le troisième du genre, Jean Soumay contribua de toute évidence à son succès. Le Président de la section hôte faisait partie du bureau du Secrétariat permanent du congrès. Au cours de ce congrès, plusieurs élites kirdi contribuèrent à rehausser l'éclat de la

---

<sup>16</sup> Il est décédé quelques mois seulement après la création de l'U.C. d'une mort suspecte.

<sup>17</sup> Après son islamisation, il prit le nom d'Ousmanou Soumaye.

<sup>18</sup> Archives Régionales Maroua (A.R.M.), 06En12.1, U.C. Activités des sections locales et de Jeunesse. Note de renseignement du 23 juin 1959.

<sup>19</sup> A.R.M., 06En12.1, U.C. Note de renseignement, le 19 septembre 1960.

cérémonie, en faisant partie des commissions mises sur pied à cet effet. Au nombre des membres de la commission des affaires sociales constituée de 16 membres, figurent Sadou Daoudou et Djamo Haman. Parmi les membres de la commission d'arbitrage, on dénombre trois élites kirdi sur les 16 membres. Il s'agit de Taousset Hassan, d'Azaou Dogo et de Bouba Zoua. Kakiang Wappi et Zourmba Dawaï firent partie de la commission de politique économique.<sup>20</sup>

Au terme de ce congrès, le Comité Directeur placé sous la responsabilité du président de la République Ahmadou Ahidjo, fut constitué. Les élites kirdi qui firent partie de ce bureau, étaient Jean Bouba, quatrième commissaire à la Jeunesse et Bernard Kakiang Wappi et Azaou Dogo, commissaires à l'arbitrage.<sup>21</sup>

En 1961, Bouba Bello, questeur et député à l'Assemblée Nationale prit les rênes du parti dans le Diamaré. Jean Soumay devint membre du Comité directeur de la sous-section de Maroua, en qualité de 2e vice-président. Ce comité était présidé par le ministre Sanda Oumarou.<sup>22</sup> Il fut ensuite désigné président de l'UC par intérim du Diamaré jusqu'en 1962.

A travers les séminaires de sensibilisation qui constituèrent non seulement une occasion pour les sections locales de faire connaître davantage l'U.C., mais également de placer les cartes du parti, la promotion du parti était permanente. Parmi les personnalités qui, dans le Diamaré, contribuèrent à la vulgarisation du mouvement de l'U.C., on peut citer, entre autres élites kirdi de cette circonscription électorale, Bouba Zoua, Sanda Oumarou, Daniel Bouba<sup>23</sup> (Kaïmangui, 2002 : 54), Bernard Kakiang Wappi et Djamo Haman, secrétaire de la section départementale du Diamaré.<sup>24</sup> Ce dernier, dans le rapport d'activités de la campagne de propagande de l'U.C. pendant la période de 1961-1962, qualifia de décisive et de définitive, l'implantation de ce parti politique.<sup>25</sup>

Dans le Mayo-Danay, Jean Akassou Djamba présidait aux destinées du parti. Ce fut grâce à lui que ce mouvement politique trouva un écho favorable auprès de la population du Mayo-Danay, même dans la contrainte. Il rallia à ce parti politique, de nombreux militants (Kaïmangui, 2002 : 53). Pour Sadou Daoudou, Jean Akassou Djamba a joué un grand rôle politique car dit-il : « Grâce à ce dernier, l'U.C. a acquis une base solide dans le Mayo-Danay. Ahidjo comptait beaucoup sur lui pour être informé de la situation politique dans ce

---

<sup>20</sup> A.R.M., 06En12.1, U.C. Circulaire du comité Directeur, 1960.

<sup>21</sup> A. R.M., 06En12.1, U.C. Note de renseignement, 1960.

<sup>22</sup> A.R.M., 06 En12.1 U.C. Membres du Comité Directeur de la Sous-section de Maroua, 1964.

<sup>23</sup> A Méri, malgré son impétueuse attitude vis-à-vis du parti, il contribua néanmoins à son implantation dans les massifs.

<sup>24</sup> A.R.M., 06 En12.1, Séminaire de l'Union Camerounaise du 12 au 14 janvier 1962.

<sup>25</sup> A.R.M., 06 En12.1, Rapport d'activités de l'U.C. de 1961-1962.

département ». <sup>26</sup> En sa qualité de député issu du groupe parlementaire de l'U.C., il joua un rôle de premier plan en octobre 1959, lors du vote des pleins pouvoirs à Ahmadou Ahidjo (Kaimangui, 2002 : 78-82). Dans ce sens, Bernard Kakiang Wappi affirme : « Akassou et moi avons beaucoup aidé Ahmadou Ahidjo dans son action politique ». <sup>27</sup>

Dans les autres circonscriptions électorales du Nord-Cameroun, le rôle des élites kirdi dans la vulgarisation de l'U.C. fut également appréciable. A Mokolo, Taousset Hassan, poursuivant le travail commencé par Adama Haman, décédé quelques mois après le congrès de Garoua, a permis au parti de s'y implanter. A Guider, Yadjji Abdoulaye a amené les Guidar à militer au sein de l'U.C. A Ngaoundéré, Sadou Daoudou, Abraham Ninga Songo, Silas Mbarndouka, Yaya Souleymanou, Abba Ibrahim, Belmont Dourmani et Koffa Saïd permirent au parti de s'y implanter. Malgré l'attitude peu rassurante du lamido de Ngaoundéré Baba Djelani Yaya (1957-1961) qui, ne « s'engage ni pour, ni contre l'U.C. », <sup>28</sup> le parti a continué à encadrer la jeunesse de façon efficace.

En sus des efforts fournis par les élites politiques kirdi, il convient de relever ceux déployés par les autorités administratives d'origine kirdi. En guise d'exemple, Maïdadi Sadou, kirdi islamisé, contribua à asseoir une base solide de l'U.C. au Nord-Cameroun. <sup>29</sup>

En somme, les élites kirdi contribuèrent à l'implantation de l'U.C. au Nord-Cameroun. En plus de la propagande et de l'encadrement des militants sur le terrain en vue de la dynamisation de la base, elles engagèrent également une lutte sans merci contre les autres partis politiques d'opposition dans le Nord-Cameroun, contribuant par le fait même au renforcement du pouvoir politique d'Ahmadou Ahidjo.

### **Les élites kirdi et la lutte contre les partis politiques d'opposition au Nord-Cameroun**

Les élites kirdi jouèrent un rôle important dans la lutte contre les militants des partis politiques de l'opposition dans le Nord-Cameroun, à l'exemple de ceux de l'U.P.C. et de l'U.D.A.S. Cette lutte sans merci qu'elles engagèrent contre les militants de ces deux partis politiques révèle une double dimension. En leur qualité d'ambassadrices de l'U.C. dans leur localité respective, les élites kirdi se devaient de montrer qu'elles étaient assez représentatives et donc toute tentative d'implantation d'une autre formation politique dans leur zone d'influence, aurait été considérée comme un échec de leur part. En voulant barrer la route à toute opposition en

---

<sup>26</sup> Sadou Daoudou, entretien du 18 juillet 2000 à Ngaoundéré.

<sup>27</sup> Kakiang Wappi Bernard, entretien du 14 mai 2012 à Kaélé.

<sup>28</sup> A.N.Y., 2AC 8531, Rapport annuel (Adamaoua), 1959.

<sup>29</sup> El Hadj Ninga Songo Ibrahim, entretien de 29 novembre 2009 à Meiganga et Yaya Souleymanou, entretien du 28 décembre 2009 à Ngaoundéré.

empruntant toutes les voies possibles, ces élites kirdi jouaient par le fait même, leur carte politique. Ce faisant, elles contribuèrent incontestablement au renforcement du pouvoir politique d'Ahmadou Ahidjo. Des exemples pris çà et là dans le Nord-Cameroun permettent d'étayer notre argumentation.

Dans le Mayo-Kani, Bouba Zoua (Lara) et Bernard Kakiang Wappi anéantirent l'aura de l'opposant Bello Bourdané dans cette localité alors que dans le Diamaré, Oumarou Sanda, Jean Soumay, Daniel Bouba n'offrirent aucune occasion aux militants de l'U.P.C. et même de l'U.D.A.S. d'avoir une audience. Ceux d'entre eux qui tentèrent de reprendre les activités de ces partis politiques de l'opposition dans cette circonscription électorales, séjournèrent dans le célèbre bagne de Tcholliré. C'est le cas notamment de Daniel Dikwé, de Bouba Samaki alias Bouba Troua, tous fonctionnaires de l'administration centrale et d'Ibeth Ewané, élève sous-officier de la gendarmerie.<sup>30</sup>

Dans le Margui Wandala, Adama Haman dont l'action sera poursuivie par Taousset Hassan, son remplaçant après son décès en décembre 1958, bloquèrent la voie à Naï Tamassa, à Pierre Kaka, à Koda Zaïba, entre autres opposants au régime dans cette localité. Dans la Bénoué, Adji Abdoulaye et Sadou Maïdadi aux côtés du président de la République, ne laissèrent aucune occasion aux opposants de prospérer. A Ngaoundéré, les élites kirdi, à l'instar de Sadou Daoudou, de Ninga Songo Abraham, de Silas Mbarndouka, d'Abba Ibrahim, de Belmont Dourmani, de Koffa Saïd et de Yaya Souleymanou contribuèrent à asseoir une base solide de l'U.C. Ce dernier, alors secrétaire général adjoint de la sous-section de Ngaoundéré, en charge de la presse et du reportage, animait le journal de la sous-section qu'il avait initié, journal intitulé « L'avenir de l'Adamaoua ». Cette initiative fut saluée à sa juste valeur au Congrès de l'U.C. de Ngaoundéré de juillet 1959. Celle-ci inspira la création du journal « L'Unité » chargé de faire la propagande du parti.<sup>31</sup>

Toutes les actions des élites kirdi en faveur de l'implantation de l'U.C. au Nord-Cameroun, permirent à Ahmadou Ahidjo d'asseoir son pouvoir politique. Ces élites jouèrent un rôle de premier plan lors des différentes victoires politiques remportées par le parti dans le Nord-Cameroun. Au sein de l'U.C., elles participèrent ainsi au processus de construction de l'unité nationale si chère au président Ahmadou Ahidjo.

## Conclusion

---

<sup>30</sup> APM. B. 1960. III 18.1, Situation générale du département du Diamaré sous différents aspects, le 18 mai 1966.

<sup>31</sup> Yaya Souleymanou, entretien du 25 décembre 2014 à Ngaoundéré.

En guise de conclusion, il était question dans ce travail de montrer la participation des élites kirdi dans l'implantation de l'U.C. au Nord-Cameroun, vu le contexte difficile qui a prévalu lors de sa création en 1958, contexte marqué par l'opposition d'une partie de l'aristocratie islamo-peule. Vu ce contexte donc, il ressort que les élites kirdi avaient pris une part active au cours des travaux ayant abouti à la fondation de l'U.C. Ensuite, s'ensuivit la difficile phase de l'implantation de cette formation politique dans le Nord-Cameroun et, partant, dans tout le territoire national. Au cours de cette phase, les élites kirdi membres de l'U.C. y jouèrent un rôle de premier plan. Ce fut une occasion idoine offerte à elles pour marquer des points sur le plan politique, et partant, de réduire l'ascendance prise sur elles par l'aristocratie islamo-peule dans ce domaine. C'est sans surprise que ces élites kirdi occupèrent non seulement des postes de responsabilités au sein des différents organes du parti, mais également devinrent parlementaires ou ministres. Ainsi, elles accompagnèrent Ahmadou Ahidjo dans la réalisation de sa politique d'unité nationale. Cependant, elles ne furent pas les seules à soutenir cette politique d'Ahmadou Ahidjo au sein du parti. Certaines élites politiques nationales y jouèrent également un rôle appréciable.

### **Sources orales**

Sadou Daoudou, M, 73 ans, Ancien ministre d'Etat, 18/07/2000 à Ngaoundéré.

Ninga Songo Abraham, M, 75 ans, Ancien député fédéral, 29/11/2009 à Meiganga.

Yaya Souleymanou, M, 83 ans, Sous-préfet à la retraite, 28/12/2009 et 25/12/2014 à Ngaoundéré.

Kakiang Wappi Bernard, M, 81 ans, Lamido de Kaélé, 14/05/2012 à Kaélé.

### **Sources d'archives**

#### **Archives Nationales de Yaoundé (A.N.Y.)**

A.N.Y, *Journal officiel des débats*, 1958.

Cruz Raymond, Adamaoua, activités politiques, 1956-1957, 2AC 4406, A.N.Y.

Masmin, Rapport annuel (Adamaoua), 1959, 2AC 8531, A.N.Y.

#### **Archives provinciales de Maroua (A.P.M.)**

Bene Owona Adalbert, Lettre à Monsieur Moumié Félix, leader de l'UPC, 1959, AI. 1959 XVII, A.P.M.

Bene Owona Adalbert, Procès verbal, 1959, AI. 1959 XVII, A.P.M.



Sûreté Maroua, Situation générale du Département du Diamaré sous différents aspects, 18 mai 1966, B. 1960. III 18.1, A.P.M.

### **Archives Régionales Maroua (A.R.M.)**

Comité Directeur, U.C. Circulaire, 1960, 06 En12.1, A.R.M.

Djamo Haman, Rapport d'activité de l'U.C., 1961-1962, 06 En12.1, A.R.M.

Jegou, Séminaire de l'Union Camerounaise, du 12 au 14 janvier 1962, 06En12.1, A.R.M.

Jegou, U.C. Note de renseignement, 19 septembre 1960, 06 En12.1, A.R.M.

Sûreté Maroua, U.C. Activités des sections locales et de Jeunesse. Note de renseignement, 23 juin 1959, 06 En12.1, A.R.M.

Sûreté Maroua, U.C. Membres du Comité Directeur de la Sous-section de Maroua, 1964, 06En12.1, A.R.M.

Sûreté Maroua, U.C. Statuts, 1958, 06 En12.1, A.R.M.

### **Bibliographie**

Abdouraman, H. 1998. Le lamido Yaya Daïrou de Maroua (1943-1958). in T. M. Bah (éd.), *Acteurs de l'histoire au Nord-Cameroun XIXe et XXe siècles, Ngaoundéré-Anthropos, Revue de Sciences Sociales*. No spécial 1, Vol III, Ngaoundéré, 139-162.

Abwa, D. 2010. Cameroun. Histoire d'un nationalisme 1884-1961, Yaoundé, Editions CLE. Annuaire National de la République Unie du Cameroun. 1975. Yaoundé, Les Editions du Cameroun.

Bayart, J. 1985. L'Etat au Cameroun. Paris, PFNSP.

Gaillard, P. 1994. Ahmadou Ahidjo. Patriote et despote, bâtisseur de l'Etat camerounais. Paris, Jalivres.

Hamadou, A. 1999. Islam et relations inter-ethniques dans le Diamaré. *Histoire et Anthropologie*, 18-19, Strasbourg, 280-308.

Kaïmangui, M. 2002. Les élites kirdi et la dynamique politique au Cameroun de 1946 à nos jours. Mémoire de DEA d'histoire, Université de Ngaoundéré.

Kanguelieu, T.M. 2003. La rébellion armée à l'Ouest-Cameroun (1955-1971). Contribution à l'étude du nationalisme Camerounais. Yaoundé, Edition St Siro.

Mbomé, S., & Hilaire, J. 1994. Le parti politique de l'Union camerounaise (UC) : Sa genèse, ses objectifs, sa doctrine, son organisation, son fonctionnement et son rôle dans la formation de l'Etat et la réalisation de l'Unité Nationale. (1<sup>er</sup> mai 1958-1<sup>er</sup> septembre

1966). Mémoire préparé et soutenu publiquement en vue de l'obtention du Diplôme de Maîtrise d'histoire, Université de Yaoundé I.

Mokam, David. 2005. Les associations régionales et le nationalisme camerounais 1945-1961.

Thèse de Doctorat/Ph.D. en histoire, Université de Yaoundé I.

Soua, D.J. 1996. L'évolution politique de la région du Diamaré de 1946 à 1960. Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé I.

Taguem, F., & Lamblin, G. 1996. Les élites musulmanes et la politique au Cameroun de la période française à nos jours. Thèse de Doctorat de 3e cycle d'histoire, Université de Yaoundé I.

Zang-Atangana, J. 1989. Les partis politiques au Cameroun réunifié, Tome 1, Les partis politiques avant la réunification. Paris, L'Harmattan.

Cet article est protégé par les droits d'auteur de l'auteur. Il est publié sous une licence d'attribution Creative Commons (CC BY NC ND 4.0 <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.fr>) qui permet à d'autres de copier et de distribuer le matériel sur n'importe quel support ou format, sous une forme non adaptée, à des fins non commerciales uniquement, et à condition que l'auteur soit cité et que la publication initiale ait lieu dans ce journal.



This article is copyright of the Author. It is published under a Creative Commons Attribution License (CC BYNC ND 4.0 <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>) that allows others to copy and distribute the material in any medium or format in unadapted form only, for noncommercial purposes only, and only so long as attribution is given to the creator and initial publication in this journal.